

Lettre de démission suspensive

ANNEXE A

(Article 1.1.3 – Règlements 4)

Madame,
Monsieur,

Je soussigné, _____, candidate/candidat au poste d'administratrice ou d'administrateur de Covris Coopérative (**la Coopérative**), donne par la présente, si je suis élu/élue, ma démission sous condition suspensive en tant qu'administratrice ou administrateur de cette société, conformément à la politique de démission forcée du conseil d'administration de la Coopérative.

Cet avis de démission forcée devra préciser que le conseil d'administration de Covris Coopérative, par résolution votée aux deux tiers de ses membres, souhaite mon retrait immédiat du conseil pour l'un des motifs suivants, à savoir :

- Que de l'avis des membres du conseil d'administration, je me suis placé/placée en situation de conflit d'intérêts et que j'ai refusé ou omis de corriger la situation;
- Que de l'avis des membres du conseil d'administration, je me suis placé/placée en situation faisant que je ne suis plus en mesure d'exercer la charge qui m'a été confiée en toute indépendance d'esprit, vis-à-vis des membres de la haute direction de la société;
- Que de l'avis des membres du conseil d'administration, je néglige ou omets de me conformer aux politiques et règlements en vigueur au sein de Covris Coopérative et que mon comportement pourrait entacher la réputation de la Coopérative ou de Sollio, Groupe Coopératif;
- Que de l'avis des membres du conseil d'administration, je néglige ou omets de me conformer au contrat d'engagement de l'administrateur ou de l'administratrice de la Coopérative.

J'accepte également que ma présente démission prenne effet à la prochaine Assemblée générale annuelle de Covris Coopérative, sans autre avis ni délai, à la réception d'un avis écrit de votre part à cet effet, si en cours de mandat, je perds mon entreprise ou perds mon statut de producteur agricole.

Toute décision du conseil d'administration prise par résolution (deux tiers des membres du conseil) sur l'un ou l'autre des éléments mentionnés ci-dessus, devra être précédée d'un avis écrit indiquant les raisons pour lesquelles ma démission est demandée, et celle-ci ne pourra être statuée, sans que l'occasion de faire entendre mon point de vue, ne m'ait été donnée.

La présente est donnée en toute connaissance de cause et malgré les dispositions des articles 84, 99, 100 et 101 de la Loi sur les coopératives (chapitre C-67.2).

En foi de quoi, j'ai signé à _____, ce _____ 2026

(Prénom et nom, *en lettres moulées*)

(Signature)